

PAS DE PROGRÈS SOCIAL SANS SERVICE PUBLIC

Conseil d'Administration du 27 janvier 2021

LE PREMIER CONSEIL D'ADMINISTRATION SUITE AUX ELECTIONS DE DECEMBRE 2020.

Le 27 janvier s'est tenu en visio (1 heure TOP Chrono mais pas Chronopost !) le 1^{er} Conseil d'Administration intégrant les administrateurs salariés élus au cours des élections de décembre 2020. *C'est parti pour 5 ans...*

L'ordre du jour a été consacré :

- à la cooptation d'un nouvel administrateur avec le remplacement de Mme Virginie Fernandes représentant l'actionnaire Caisse des Dépôts et Consignations par M. Antoine Saintoyant nouvellement promu comme directeur des participations stratégiques de la CDC, après avoir servi dans le cabinet d'Edouard Philippe et ayant auparavant œuvré au sein de l'agence des participations de l'Etat s'étant récemment débarrassé de sa participation dans La Poste au profit in fine de la CDC (Monopoly, Monopoly...). **La Poste, juste une participation stratégique de la CDC ... ?** le service public une stratégie comme une autre (Il est notable que dans le cadre de ce CA, il est surtout question des actionnaires représentés dans ce CA comme s'il était possible d'être actionnaire d'argent public.
- à la prise de fonction des administrateurs et administratrices représentant les salariés élus au cours des élections de décembre 2020 et à leur intégration dans les différents comités spécialisés préparant le Conseil d'Administration. Ces comités ne sont pas décisionnels mais permettent d'échanger plus longuement que ce que permet le Conseil d'Administration. Hors l'instance de ce Conseil d'Administration, il y a également un comité des parties prenantes mis en place suite à la Loi Pacte auquel la CGT participera.

Comité de la stratégie et des investissements	<ul style="list-style-type: none"> • Irène Baudry pour la CGT • l'ensemble des listes syndicales sont représentées
Comité d'audit	<ul style="list-style-type: none"> • Franck Haspot pour la CGT • seules la CGT et CFDT y sont
Comité des nominations, des rémunérations et de la gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Irène Baudry pour la CGT • chaque liste syndicale sera à ce comité pour une année à tour de rôle
Comité qualité et développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • seules la CFDT et FO y sont
Comité des missions de service public	<ul style="list-style-type: none"> • Irène Baudry pour la CGT • seules la CGT et la CFDT y sont

Lors de ce CA, la CGT a fait part de sa feuille de route

(Déclaration ci-dessous)

Celle-ci a appelé de la part du président la remarque comme quoi *nous devrions saisir la justice si nous considérons qu'il y a un déni de démocratie*, le terme ne lui ayant visiblement pas plus. Le président

s'appuie sur les taux de participation à des élections similaires dans d'autres sociétés qui sont plus faibles : et c'est bien là le sujet.

Il n'est pas question de se comparer aux moins-disant mais de rester sur une trajectoire du progrès social et démocratique pour ne pas laisser de côté l'expression des salariés

Déclaration CGT au CA du 28 janvier 2021

Ce sont près de 24 500 salariés de la maison mère et des filiales qui se sont exprimés pour la CGT lors du scrutin du 10 Décembre dernier.

Nous tenons à réaffirmer aujourd'hui, que l'organisation de ce scrutin, dont la CGT n'a cessé de demander le report, est un véritable déni de démocratie dans l'entreprise avec pour conséquence le plus faible taux de participation depuis les premières élections.

En effet, l'expression des postiers au travers de ce vote suppose un temps de démocratie dans l'entreprise, temps qui n'est pas compatible avec la crise sanitaire et le rythme imposé par la peak période et le versement des prestations sociales ou le déploiement de nouvelles politiques bancaires délétères.

Devenus administrateur et administratrice par la seule volonté des salariés du Groupe, nous resterons attachés à porter nos conceptions et propositions d'un pôle plus public que financier rendant ses lettres de noblesses aux missions de service public et replaçant l'humain et le développement durable au cœur de son organisation. Nous serons ainsi particulièrement attentifs à l'utilisation des fonds publics et à un juste financement des missions d'un service public rénové, modernisé et démocratisé, véritable ossature de l'aménagement du territoire au service de toutes et tous. Nous ferons également résonner les revendications et les luttes des personnels, le plus souvent soutenues par les usagers, au sein de ce Conseil d'Administration avec comme axe majeur une politique salariale portée vers le haut pour l'ensemble du Groupe sous peine de voir se détériorer le fondement même de ce qui fait l'ADN de notre groupe.

Par ailleurs, nous voudrions insister ici solennellement dès ce premier CA sur les conséquences dramatiques que génère votre stratégie. Alors qu'un nouveau plan stratégique est présenté actuellement et que des négociations sont en cours sur un pacte social, nous ne pouvons que déplorer l'accélération dans les branches alors que nous ne sommes que sur le préambule de l'accord social ! La CGT a d'ailleurs fait de nombreuses propositions pour ce préambule qui restent pour l'instant sans réponse.

C'est sur la base de ce plan de travail, avec la volonté d'être constructifs, que nous entendons mener notre mandat d'administrateur ou administratrice salarié.

En nous élisant sur une liste CGT, les salariés nous ont confié des devoirs à leur égard et notamment un devoir d'information.

Dans le prolongement de l'action des administrateurs CGT depuis la création du CA, nous rendrons compte de nos prises de positions, de nos propositions et de nos votes.

Les administrateurs CGT du groupe La Poste
Irène BAUDRY et Franck HASPOT

**Prochain Conseil d'Administration le 25 février
avec en perspective les comptes 2020 : ça promet**